

Compte rendu de la manifestation du jeudi 2 octobre 2025 place de la République à 14h

Par CL du comité de Strasbourg du MRAP

Estimant que le gouvernement, que M. Sébastien Lecornu, 1^{er} ministre nouvellement nommé, restent sourd à leurs revendications, les syndicats appelaient ce jeudi 2 octobre à une journée de mobilisation, de grèves et de manifestations.

L'intersyndicale comprenant la CFDT, la CGT, Force ouvrière, la CFE-CGC, la CFTC, l'UNSA, la FSU et Solidaires, rejointe par les syndicats étudiants AES et FSE ont fait défiler à Strasbourg environ 4 000 à 5 000 personnes sous un soleil radieux, signe d'espoir peut-être ...

De nombreux élu.es parmi nous : Jacques Fernique, sénateur du Bas-Rhin (Les Ecologistes), Syamak Agha Babaei, 1^{er} adjoint à la maire de Strasbourg, Floriane Varieras, adjointe à la maire de Strasbourg, Abdelkarim Ramdane, adjoint à la maire de Strasbourg, Benjamin Soulet, adjoint à la maire de Strasbourg, Owusu Tufuor, adjoint à la maire de Strasbourg, Laurence Winterhalter, adjointe à la maire de Schiltigheim (PCF), Antoine Splet, conseiller de la commune de Schiltigheim, secrétaire du PCF 67 et Florian Kobryn (CeA) LFI.



Un « changement de cap » attendu

« On nous a reçus, on nous a écoutés, mais ça ne suffit pas. Les demandes de l'intersyndicale pour plus de justice sociale et fiscale ont été récusées. Il est clair que le Premier ministre ne va pas dans notre sens », constate Laurent Feisthauer, secrétaire général de la CGT du Bas-Rhin : renoncement à la suppression de 3 000 postes de fonctionnaires et au dédoublement des franchises médicales ou à la taxation des plus hauts revenus, l'intersyndicale veut peser dans les choix budgétaires du gouvernement. La grève générale peut faire plier le gouvernement !

Les propos du ministre traduisent à demi-mot le coup de rabot sur les services publics avec, pour les personnels, des conditions de travail dégradées et pas de perspectives de revalorisation. Ces annonces confirment l'obstination d'un exécutif qui cherche à faire des économies sur nos vies et refuse tout changement de politique. Les choix budgétaires qui se dessinent, frappent en premier lieu et de plein fouet les personnes qui sont déjà les plus précarisées.

Ces choix sont aussi dangereux : ils ne peuvent que nourrir le désespoir social sur lequel prospèrent les idées d'extrême droite, qui mettent en péril la cohésion sociale et que nous voyons tous les jours, avec inquiétude, se développer.



La rentrée dans l'Éducation nationale a confirmé la crise structurelle dans laquelle l'École publique est enlisée. Les écoles, collèges et lycées sont asphyxiés par le manque de moyens. Les classes sont surchargées, les vies scolaires sous pression, des élèves en situation de handicap ne bénéficient pas de l'accompagnement nécessaire voire n'ont pas du tout d'AESH et les services médico-psycho-sociaux sont exsangues. Il faut impérativement refuser les suppressions d'emplois prétendument légitimées par la baisse démographique : la boussole d'une politique éducative ne doit pas être une logique comptable, mais bien humaine et éducative ! Un budget nécessaire à la création et à la rénovation du bâti scolaire doit également être dégagé : aménagement des bâtiments, cours de récréation, isolation contre le froid ou les chaleurs extrêmes avec des malaises des personnels de l'Education Nationale comme des élèves (températures de plus de 30 degrés dans les salles de classe !)

Sans parler de la CeA qui n'assure plus le transport des enfants en situation de handicap ! Les parents doivent assumer le déplacement de leurs enfants et se faire rembourser les frais kilométriques (55 centimes euros par km) plutôt que de bénéficier d'un transport scolaire organisé par la CeA. Ceci constitue une entorse majeure à la mission de service public du département et une « double peine » pour les parents. Ci-dessous un lien pour ceux qui souhaiteraient soutenir ces familles et signer une pétition en leur faveur !

<https://framaforms.org/pour-le-respect-du-droit-a-leducation-des-enfants-en-situation-de-handicap-1758976384>

Les organisations syndicales réclament un changement de cap budgétaire porteur de justice sociale, fiscale et environnementale. Elles partagent notamment l'exigence d'une augmentation des salaires sans contreparties et la création de tout poste nécessaire. Tous les personnels, quels que soient leur profession, témoignent de plus en plus fréquemment de la perte de sens dans leur travail, la démission n'est plus un sujet tabou, l'épuisement est de plus en plus fréquent, notamment dans le milieu hospitalier.



De l'argent pour la santé, l'école, le social, l'humain et pas pour la guerre !

Par ailleurs avait lieu en parallèle une manifestation pour défendre la Flottille Global Sumud en partie interceptée cette nuit par l'armée israélienne, dans les eaux internationales. La rapporteur(e) de l'ONU pour la Palestine, Francesca Albanese, rappelle que cette intervention est une violation du droit international puisque la flottille naviguait dans les eaux internationales ! La Flottille Global Sumud a dénoncé "une attaque illégale contre des humanitaires non armés" et appelé "les gouvernements, les dirigeants mondiaux et les institutions internationales à exiger la sécurité et la libération de toutes les personnes à bord" !

En France, le chef de la diplomatie démissionnaire Jean-Noël Barrot a appelé les autorités israéliennes "à assurer la sécurité des participants". **MAIS OU SONT LES SANCTIONS ?!!**

Des grèves, blocages, manifestations ont eu lieu suite à ces interceptions, partout en France, en Italie, en Espagne, en Suisse (à Genève, l'ancien maire de Genève faisant partie de la flottille), en Grèce, ... et en Colombie, le président Gustavo Petro a annoncé, mercredi, l'expulsion de tous les diplomates israéliens restants dans le pays.



La manifestation s'est déroulée sans incident (à ma connaissance) et s'est terminée dans le calme place du Château.

CL